



HAL
open science

Genèse d'une revue scientifique en économie appliquée : les Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales

Yves Léon

► **To cite this version:**

Yves Léon. Genèse d'une revue scientifique en économie appliquée : les Cahiers d'Economie et de Sociologie Rurales. 12 p., 1997. hal-02841741

HAL Id: hal-02841741

<https://hal.inrae.fr/hal-02841741>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
DEPARTEMENT D'ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES
MISSION PUBLICATIONS
IVRY

Genèse d'une revue scientifique en économie appliquée : les
Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales

Yves Léon¹
janvier 1997

Document de travail. Ne pas citer

¹ Responsable de la rédaction des *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales* de 1992 à 1997

Pour rédiger ce texte, j'ai utilisé les notes d'orientation et comptes-rendus internes au Comité de rédaction et une note rédigée par le Comité de publications (Rainelli et al., 1982), signalée dans la bibliographie. J'espère ne pas avoir trahi la pensée de mes collègues et reste bien entendu seul responsable de l'interprétation que j'en donne.

Tout organisme scientifique se pose à un moment ou à un autre la question de la valorisation de ses recherches et du rôle que doivent jouer les publications scientifiques dans sa stratégie. Le Département d'Economie et Sociologie Rurales a fait le choix de lancer, puis de soutenir de façon constante, une revue scientifique, les Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales, destinée à devenir le coeur d'un dispositif cohérent de publications. Dans ce texte, nous nous proposons d'analyser l'origine et le fonctionnement de cette revue, et d'en évaluer les acquis et les faiblesses.

1. Les raisons du lancement d'une nouvelle revue

L'événement fondateur ayant conduit au lancement des *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales* se situe au début des années 1980, lors de la tenue de ce que l'on a appelé les « Journées du Département d'Economie et Sociologie rurales ». Ces journées, auxquelles ont participé l'ensemble du personnel du Département et en particulier ses chercheurs, ont été l'occasion d'une réflexion approfondie sur tous les aspects de la vie scientifique de ce Département. Suscitées par la direction nouvellement mise en place, elles l'ont conduite à prendre un certain nombre d'options clés sur l'orientation à donner aux recherches. Nous n'avons pas pour objectif, dans ce document, de rappeler l'ensemble des éléments caractérisant la situation scientifique du Département au début des années 1980 ; en revanche ceux qui décrivent la question des publications scientifiques seront détaillés ci-dessous. Notons simplement que les journées du Département ont été l'occasion d'une sorte de « révolution copernicienne », qui a eu pour conséquences, d'une part, l'abandon de la position de splendide isolement dans laquelle se tenaient, bon gré mal gré, la plupart de ses chercheurs vis-à-vis de la communauté scientifique internationale, et de l'autre un rapprochement progressif de leurs référentiels, théorique et méthodologique, de ceux communément acceptés en économie.

Le constat sans complaisance dressé à l'époque portait aussi bien sur les impasses scientifiques auxquelles avaient amené les orientations stratégiques suivies jusqu'alors que sur leurs conséquences en termes de reconnaissance des travaux réalisés par nos interlocuteurs naturels : pairs scientifiques, responsables administratifs ou professionnels. Il s'est donc assorti d'un certain nombre de décisions concernant la direction et l'animation scientifique, les recrutements, l'ouverture sur l'extérieur, et, pour ce qui nous concerne dans ce texte, la façon de concevoir une véritable politique de valorisation des recherches réalisées au sein du Département.

1.1 La mise en place d'une politique de publications

En suscitant la création d'un Comité des publications, la direction du Département entendait qu'un bilan fût tiré de la situation existante et que des propositions concrètes fussent faites. Au titre du bilan, un certain nombre de points étaient relevés :

- l'extrême diversité de la présentation des publications : elles allaient du texte ronéoté à l'ouvrage scientifique sans faire réellement ressortir l'appartenance institutionnelle de leurs auteurs,
- le manque de visibilité de la production des chercheurs, lié à la faible diffusion de documents peu accessibles,
- la faiblesse de la présence dans les supports reconnus par la communauté des pairs.

L'ensemble de ces caractéristiques pouvait être résumé par un indice relevé dans les dossiers de publications des chercheurs : la proportion massive de littérature grise, et donc de produits peu accessibles par leur présentation, leur longueur ou leur faible diffusion aux destinataires de nos recherches².

Une réflexion sur les fonctions assignées aux publications permettait alors de faire plusieurs propositions, qui ont été pour la plupart concrétisées par le Comité des publications mis en place à cet effet (Rainelli et al., 1982). Tout d'abord, deux fonctions sont mises en évidence. La première concerne la communication externe, c'est-à-dire la diffusion vers la communauté scientifique française et internationale, d'une part, et, s'agissant de travaux finalisés, vers un public plus large : acteurs administratifs et professionnels, enseignants et étudiants. Sur le plan interne, les publications jouent un rôle dans le débat scientifique et permettent la confrontation des idées suivant des règles reconnues par tous. Elles interviennent aussi dans l'évaluation des travaux, la forme écrite d'une recherche constituant un support irremplaçable pour apprécier la qualité d'un travail.

Sur cette base, la direction du Département décidait de créer une gamme de supports imprimés susceptibles d'accueillir les différents types de publications produites par les chercheurs, avec le souci de rechercher l'adéquation entre le support et le contenu et d'utiliser ces outils pour amener progressivement les chercheurs à concevoir une politique individuelle de publications privilégiant les produits les plus élaborés et en particulier les articles de revues et les ouvrages. Fait significatif et nouveau, le caractère prioritaire de cette mission était reconnu et la direction donnait au Comité les moyens de cette politique en nommant un chargé de mission en recrutant une secrétaire d'édition.

Cette gamme de supports, décrite par ailleurs (Léon, 1996), s'est structurée progressivement : elle comprenait au départ un organe scientifique, les *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales*, une série d'ouvrages et un bulletin interne, auxquels sont venus se rajouter une lettre bimensuelle de 4 pages, une série d'actes et un, puis deux recueils bibliographiques. Elle ne devait pas se substituer aux publications et collections éditées sous la responsabilité des unités de recherche, mais offrir aux chercheurs des moyens nouveaux de diffusion et de valorisation de leur production.

² Une analyse des supports de publications réalisée sur la période 1975-1980 (Rainelli et al., 1982) donne les pourcentages suivants en moyenne (aucune tendance n'est perceptible sur cette période. Pour 704 publications recensées, 14,2 % correspondent à des articles de revues scientifiques, 16,6 % à des articles dans d'autres revues et 53,6 % à des rapports non imprimés. Les ouvrages représentent 1,7 %.

Il s'agissait donc d'une option mettant l'institution au coeur du dispositif par le biais d'une politique de publications mise en oeuvre et contrôlée par sa hiérarchie. La pertinence d'un tel choix mérite d'être discutée, car on aurait pu imaginer une procédure plus décentralisée, consistant à promouvoir et améliorer les produits existant dans les diverses unités du Département. Les moyens humains et financiers non négligeables consacrés au fonctionnement du nouveau système auraient aussi pu être utilisés pour aider les chercheurs à rédiger des articles en français et en anglais, pour soutenir l'édition d'ouvrages ou pour associer le département au fonctionnement de revues existantes et reconnues. Ce dernier point sera discuté ci-dessous, mais, aux yeux de ses promoteurs, le choix d'une politique institutionnelle était justifié par le souci de rompre avec la confusion caractérisant les pratiques de publication antérieures et le désir de faire du nouveau système des publications un élément clé de la politique scientifique du Département.

1.2 L'objectif assigné aux *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales* à leur origine

Il est relativement modeste dans la forme, et les concepteurs du nouveau système des publications voyaient dans ce support « un organe scientifique qui serait un nouveau type de publication intermédiaire entre la revue proprement dite et le livre », (Rainelli et al., 1982), mais il était bien établi d'entrée que les textes devant y figurer seraient dans un état d'élaboration plus poussé que ce qui se pratiquait dans le département et qu'ils feraient l'objet d'une lecture critique pouvant conduire à des remaniements avant d'être publiés.

La création des *Cahiers* visait manifestement à combler un vide très profondément ressenti par les plus lucides chercheurs du Département : celui de la faible participation du département à la vie scientifique de la discipline au travers de la publication d'articles dans les revues scientifiques existantes. Or, parallèlement il était constaté qu'il n'existait pas de revue française d'économie rurale à fort rayonnement international et que pour publier dans des revues, il fallait le faire dans des revues à vocation plus générale ou dans des revues anglo-saxonnes. Il est par suite légitime de se demander pourquoi il n'a pas été envisagé soit de créer directement une revue, soit d'investir la seule revue française correspondant au domaine de recherches couvert par le département (*Economie Rurale*), soit de pousser les chercheurs à publier dans les revues anglo-saxonnes existantes, soit encore de les inciter à soumettre dans les revues françaises généralistes.

Sur ces trois points la réponse a été négative : en ce qui concerne la publication dans des revues étrangères, et donc dans la plupart des cas anglophones (*American Journal of Agricultural Economics*, *Journal of Agricultural Economics*, *European Review of Agricultural Economics*), le décalage entre le type de travaux menés dans le Département et ce qui paraissait dans ces revues semblait sans doute trop grand pour que l'on envisage d'emblée une politique offensive de soumission d'articles, et de "se couler dans le moule anglo-saxon des revues agricoles internationales" (Rainelli et al., 1982) ! L'accès aux revues françaises d'économie générale paraissait peu réaliste compte tenu de l'orientation des recherches du Département et surtout du caractère souvent empirique des approches mises en oeuvre. L'association du Département au fonctionnement d'*Economie Rurale* ne s'est pas produite, semble-t-il parce que la Société Française d'Economie Rurale, éditrice du titre, n'était pas prête à bouleverser de fond en comble la stratégie éditoriale de sa revue, alors qu'elle faisait de l'ouverture de ses colonnes à des auteurs issus de divers horizons et disciplines le pivot de sa

ligne éditoriale. Remarquons aussi que cette Société n'avait pas les mêmes raisons de procéder à un "aggiornamento" scientifique que le Département d'Economie et Sociologie rurales.

La question de la création d'une revue mérite qu'on s'y arrête car la suite à montré que c'est finalement cette solution qui s'est imposée., lorsque les *Cahiers* en sont devenu une à part entière.

Il semble que le Comité des publications ait adopté une politique de prudence à ce sujet, car une précédente tentative avait échoué. En effet , le Département, à l'instar de ses homologues des autres disciplines de l'INRA avait lancé en 1967 une revue intitulée d'abord *Recherches d'Economie et sociologie rurales*, puis *Annales d'Economie et Sociologie rurales*. Huit numéros seulement de cette revue avaient été publiés en 1973 lorsque sa parution a été suspendue. Plusieurs raisons expliquent cet échec : l'absence d'une véritable "culture" de la publication scientifique au sein du Département, un rapport ronéoté étant considéré à l'égal d'un article de revue lors des évaluations, l'incertitude sur le soutien apporté par la hiérarchie à cette revue, en termes de moyens de fonctionnement en particulier, et enfin, la défiance d'une fraction importante des chercheurs vis-à-vis d'un support supposé n'accepter qu'un certain type de travaux (formalisés, par exemple) et pratiquer de ce fait une certaine forme de censure. Nous sommes à l'époque "soixante-huitarde", à un moment où les approches de type marxistes sont sur le devant de la scène intellectuelle du Département et sont déconnectées de toute critique externe. Entre la disparition des *Annales* et la création des *Cahiers* s'écoule une longue période où est édité un *Bulletin d'information du Département*, publication visant, comme son nom l'indique, à renseigner nos partenaires sur la production du Département en publiant quelques articles et des notes d'information brèves (assorties d'un résumé) sur les publications récentes. Les articles donnaient lieu à une évaluation interne, menée sous la responsabilité du Chef de département, avant d'être publiés. Avec le recul, on reste surpris qu'un tel système ait pu fonctionner du fait du caractère peu valorisant du support qui se résumait à un simple bulletin tiré en offset, à faible diffusion, et à contenu hybride, alors même qu'une évaluation purement interne était alors un exercice à haut risque dans un Département menacé en permanence d'implosion. La conception même de ce bulletin donne une idée de la difficulté pour le Département à harmoniser son mode de fonctionnement avec celui des institutions de recherche homologues en France ou à l'étranger³.

Conscients de l'existence des écueils décrits ci-dessus, qui sont encore largement présents au début des années 1980, les membres du Comité des publications adoptent une solution moyenne, qui fait de la nouvelle formule quelque chose de souple, susceptible d'accueillir des "versions élaborées et resserrées des rapports de recherche (80 pages maximum), des articles courts regroupés dans des numéros thématiques, des rééditions de textes classiques introuvables et des traductions d'articles et d'ouvrages importants.(.....) La périodicité n'est pas fixe, le terme de Cahiers marquant qu'il s'agit plus dans un premier temps d'une collection que d'une revue à proprement parler"(Rainelli et al., 1982). Un Comité de rédaction est mis sur pied. Son rôle est de choisir les lecteurs qui évalueront les articles soumis. Le contexte de défiance réciproque au sein du Département est tel que la question de la procédure d'évaluation des articles fait l'objet de nombreuses précautions oratoires, susceptibles de déminer le terrain devant les futurs lecteurs.

³ Les objectifs d'information assignés à ce support ont été transférés au début des années 1980 à deux autres supports : la *Bibliographie* et le Bulletin interne du Département

2 Un cheminement difficile

2.1 La collection apériodique

L'objectif est donc d'inciter les chercheurs à orienter une fraction de leur production vers cette nouvelle collection, dont le Comité de rédaction veut faire progressivement un support de qualité où il sera valorisant de publier⁴. La collection démarre très lentement et arrive avec difficulté à sortir cinq numéros de 1984 à 1987. La publication dans les *Cahiers* revêt un caractère presque militant, dans le contexte d'un collectif scientifique qui reste partagé sur le bien-fondé des options choisies et des méthodes utilisées par la direction du Département. Cependant, le comité de rédaction arrive à suivre la ligne éditoriale qu'il s'était fixé et en particulier commence à donner corps au processus d'évaluation des articles soumis. Le type de textes proposés couvre la gamme recherchée avec des synthèses de recherche relativement longues et des articles originaux au sens des standards internationaux, chaque numéro étant bâti autour d'un thème coordonné par un ou plusieurs chercheurs. Pour l'essentiel les textes sont écrits par des économistes, mais un numéro complet est consacré aux approches sociologiques et anthropologiques. La qualité est inégale, mais plusieurs d'articles publiés auraient pu l'être, sans difficulté, dans des supports français et étrangers plus prestigieux. Enfin, dès le troisième numéro, l'accent est mis sur la publications d'articles plus courts.

L'éventail des thèmes des cinq numéros parus : Les agriculteurs et le crédit, Régions et développement de l'agriculture, Travaux et métiers, Environnement et ressources naturelles, Agriculteurs en difficulté, ne reflète qu'en partie la diversité des recherches menées au sein du Département, et témoigne de la difficulté d'intéresser rapidement à cette collection une large proportion des chercheurs. Bien qu'attendue, cette difficulté pèse lourdement sur l'intérêt de la collection qui ne peut, faute de soumissions suffisantes, faire fonctionner avec toute la rigueur souhaitable le processus d'évaluation des textes. Le Comité de rédaction n'a guère de choix et ne peut donc mener complètement la politique qu'il souhaite, l'intérêt scientifique des numéros thématiques publiés provenant plus de la sûreté du choix fait lors de l'appel aux rédacteurs d'articles que d'un véritable processus de sélection. Cette image incertaine des objectifs scientifiques de la collection entraîne un manque d'attractivité pour les auteurs potentiels et les lecteurs. Le caractère apériodique, voire "aléatoire", de la sortie des numéros ne contribue pas non plus à asseoir la crédibilité du support. Au bout de trois ans d'existence, les *Cahiers* n'ont concerné que 35 auteurs, pour l'essentiel chercheurs du Département, et n'ont publié que 25 articles. Ce type de constat, purement quantitatif, ne peut certes pas donner une vue globale de ce qu'apporte la collection à ses lecteurs. Elle ne permet pas, non plus, de mesurer l'effet de démonstration - supposé positif - de la remise en route d'un processus d'évaluation scientifique de publications au sein du Département. Cependant, malgré des moyens sans commune mesure avec ceux dont disposaient les responsables des *Annales* et un soutien plus affirmé de la direction du Département, les résultats obtenus sont maigres et peuvent faire douter de l'intérêt de la collection, ou du moins de celui de la formule adoptée.

⁴ Le Comité de rédaction est à géométrie variable. Pierre Mathal en assure la coordination, assisté d'Hélène Rivkine, Secrétaire de rédaction

2.2 Le lancement de la revue

La décision de transformer la collection en revue périodique est prise en 1986 par le Chef de département. L'objectif est d'en faire un support reconnu par la communauté scientifique nationale et internationale en attirant les articles des meilleurs spécialistes travaillant dans les domaines couverts par le Département d'Economie et Sociologie rurales. L'appartenance à l'INRA n'ouvre évidemment pas les colonnes des Cahiers de façon automatique et le nouveau Comité de rédaction est chargé de mettre en place un processus d'évaluation des articles analogues à celui des revues les plus sérieuses. S'agissant d'une revue nouvelle, la mission du Comité de rédaction, avec le concours du Secrétariat de rédaction, est aussi de la faire connaître dans la communauté scientifique, de la promouvoir auprès des auteurs potentiels et d'assurer son développement. Le pari est donc fait qu'il existe une place pour une revue scientifique nouvelle en français sur le champ des recherches du Département. Sans que l'on puisse faire état d'éléments quantitatifs venant à l'appui de cette décision, il semble crucial que les chercheurs francophones puissent disposer d'un support de haut niveau, ce que ne peut plus être *Economie Rurale*.

Le premier appel à contributions des *Cahiers*, paru en mars 1987⁵ :

- définit le champ de la revue. C'est celui qui correspond au domaine de recherches imparti au Département : le secteur de l'agriculture, celui des industries et autres activités économiques qui lui sont liées, la consommation alimentaire, le monde agricole et rural, l'espace rural, etc,
- précise le type de contributions attendu : comptes-rendus de recherche, articles de synthèse, notes critiques, bilans de travaux, et renouvelle l'appel aux auteurs n'appartenant pas au Département, français et étrangers,
- pose le principe de l'ouverture aux diverses disciplines des sciences sociales, tout en prévoyant qu'une place prééminente sera réservée à l'économie et à la sociologie, qui sont de loin les disciplines les mieux représentées dans le Département, et
- confirme son ambition d'exigence scientifique, devant permettre aux *Cahiers* de prendre rang parmi les revues de sciences sociales existantes.

Cette note indique aussi les modalités de parution : périodicité trimestrielle dès 1988, alternance de numéros d'articles variés et de numéros à thème.

Lors de la mise au point de cet appel, un consensus se dégage au sein du Comité de rédaction restreint en ce qui concerne l'exigence de qualité et une ouverture aussi large que possible à des auteurs d'origines différentes. La satisfaction de ces deux objectifs est considérée par tous comme vitale pour la revue. En revanche, l'affichage pluridisciplinaire de la revue fait l'objet d'un débat entre les partisans d'une orientation clairement économique et ceux qui, pour des raisons de principe et d'opportunité, militent en faveur d'une ouverture pluridisciplinaire. Pour les premiers, l'objectif d'excellence affiché par la revue peut difficilement être atteint pour plusieurs disciplines et nécessite donc la spécialisation. Ils constatent aussi que le vivier principal d'auteurs et de lecteurs potentiel semble plutôt se situer du côté des approches économiques. Les autres considèrent d'une part que la revue doit permettre à tous les

⁵ paru dans le Bulletin interne du Département de mars 1987

chercheurs du Département d'y publier, quelle que soit leur spécialité, et de l'autre qu'en favorisant le dialogue interdisciplinaire, la revue peut utilement contribuer au débat scientifique et prendre ainsi une place originale dans le concert des revues en sciences sociales. Ce débat d'orientation aboutit au choix de l'option pluridisciplinaire. Le corollaire de cette décision, non réellement discuté à l'époque, est le maintien du titre « Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales ». Les débats récents autour de la question du titre de la revue montrent qu'une occasion de mieux affirmer le statut de la revue en modifiant son titre a peut-être été manquée en 1987.

2.3 Les premières années (1988-1991)

Années d'apprentissage de l'animation d'une revue pour la plupart des membres du comité de rédaction, cette période a été marquée par la recherche d'une politique et d'une pratique de revue scientifique. Mais les progrès faits de ce point de vue ont été largement conditionnés par ceux qui, parallèlement, étaient réalisés pour faire connaître la revue, prospector des auteurs, lui attirer des lecteurs. C'est dans cette tension dynamique qu'ont été vécues ces quatre années.

Sur le plan éditorial, les orientations définies lors du lancement de la revue ont été suivies de façon pragmatique, en saisissant les occasions d'avancer sur tel ou tel point lorsqu'elles se présentaient. Conscient du fait qu'une revue nouvelle sans patronage prestigieux ne pouvait d'emblée attirer un grand nombre de soumissions spontanées, le Comité de rédaction a cherché, avec l'aide du Comité plénier, à activer les réseaux dans lesquels ses membres étaient insérés. Il a pris un certain nombre d'initiatives pour stimuler la préparation de numéros thématiques et de dossiers⁶.

Ces efforts ont abouti à un lent accroissement du nombre de soumissions et à une ouverture vers des auteurs et des rapporteurs n'appartenant pas à l'INRA, mais il faut bien admettre que la politique éditoriale des ces premières années a été largement influencée par les liens étroits de la revue avec son institution-mère. Pouvait-il en être autrement ? Sans doute pas, et l'on connaît nombre de revues dans toutes les disciplines qui ont démarré ainsi pour devenir ensuite pleinement autonomes. Plusieurs revues lancées par l'INRA ont d'ailleurs évolué dans ce sens.

Un bilan du fonctionnement de la revue, présenté par le Comité de rédaction en 1991 souligne d'ailleurs les ambiguïtés de son statut et les contradictions qu'il engendre avec l'objectif principal affiché : en faire un support reconnu par la communauté internationale des économistes agricoles. Un tel objectif suppose que les articles publiés :

⁶ L'organisation de numéros et dossiers thématiques permet de rassembler des signatures connues et d'attirer l'attention sur la revue. C'est ainsi que sont parus des numéros consacré à l'analyse économique des quotas laitiers, à celle de la forêt et du bois, à celle des céréales, dans ses dimensions marchés, revenus, politique et un dossier consacré à l'ethnologue Marcel Maget. Ce dossier et le numéro sur la forêt et le bois ont eu un certain retentissement. En période de lancement d'une revue, la programmation de numéros thématiques est une solution intéressante, mais elle présente plusieurs inconvénients : introduction d'une certaine rigidité dans le calendrier éditorial, risque d'hétérogénéité de la qualité des articles publiés, soumis de fait à une procédure d'évaluation un peu spécifique, intérêt du numéro limité à une fraction des lecteurs. Sur l'avis du Comité plénier, il est décidé de ne consacrer qu'une livraison sur quatre par an à un numéro thématique

- soient d'un niveau leur permettant d'être publiés ailleurs, et donc répondent à des standards de qualité reconnus du point de vue de l'intérêt du sujet, de la pertinence de la problématique, des références théoriques et de la mise en oeuvre des données empiriques ;
- s'inscrivent dans la communauté d'intérêt scientifique des économistes et fassent référence aux théories et utilisent des méthodes acceptées dans cette communauté.

A l'inverse, une revue d'institution se doit de refléter les orientations de celle-ci, de tenir compte des diverses disciplines et sensibilités qui y coexistent et d'intéresser ses chercheurs.

Le Comité de rédaction, tout en poursuivant le premier objectif et en s'attachant en particulier à créer un processus d'apprentissage des "règles" d'accès à la publication scientifique au sein du Département, devait s'appuyer sur la production de ses chercheurs et intégrer les contraintes qui en résultaient : arbitrage permanent entre des articles de facture très hétérogène, approches théoriques et méthodologiques parfois opposées, place à donner aux sciences sociales autres que l'économie (essentiellement la sociologie, l'histoire et l'anthropologie), ... Les divisions du Département en matière d'orientation scientifique ont été une source d'incompréhension majeure vis-à-vis des *Cahiers* et ont considérablement compliqué la tâche du Comité de rédaction, qui s'est apparentée parfois à un exercice d'équilibre de caractère politique.

La question de la pluridisciplinarité, issue du rattachement de la revue à un Département lui-même pluridisciplinaire a traversé aussi cette période. Quelques bons articles non économiques ont été publiés, mais leur "saupoudrage" au travers des numéros restait une difficulté non résolue et ne permettait pas réellement à la revue de stimuler le dialogue interdisciplinaire, qui figurait dans ses objectifs.

Fin 1991, un certain nombre de conclusions s'imposent au Comité de rédaction, après quatre années de fonctionnement périodique et quinze numéros parus. Le maintien et le développement de la revue passaient par la préservation de ce qui faisait son originalité : son unité thématique et son ouverture à des spécialités et des écoles de pensées diverses. Il s'agissait de faire des *Cahiers* une revue généraliste de haut niveau, tirant sa substance de travaux menés à l'INRA et hors de l'INRA, et s'attachant à mettre en évidence l'intérêt scientifique des travaux publiés, et à rendre utilisables et discutables leurs résultats par un public scientifique non spécialisé.

2.4 De l'incertitude à la consolidation

Pour le nouveau Comité de rédaction mis en place en 1992, seule l'amélioration continue de la qualité des livraisons peut permettre aux *Cahiers* de se faire une place parmi les revues comparables. Encore faut-il que le public cible connaisse l'existence de la revue, ce qui est loin d'être le cas à l'époque. Aussi le Comité de rédaction cherche-t-il les moyens d'atteindre simultanément ces deux objectifs étroitement imbriqués.

Du côté de la promotion de la revue, le Secrétariat de rédaction s'implique particulièrement dans des actions de diverses natures. Un certain nombre de produits publicitaires (tracts, plaquette présentant les résumés de tous les articles parus, ...) sont créés pour alimenter des "campagnes" de promotion ciblées sur les universités et centres de recherches français et et

étrangers. La création d'un réseau de correspondants étrangers composé d'universitaires va dans le même sens. Il est demandé à ces collègues de servir de relais en jouant le rôle de rapporteur ou en suscitant la soumission d'articles, voire en en proposant eux-mêmes.

L'un des moyens utilisés pour faire connaître la revue, après discussion en Comité plénier, est d'ouvrir ses colonnes à l'anglais, afin de toucher plus facilement le monde anglo-saxon. Cette option est jugée raisonnable, et est mise en oeuvre à partir de 1994. On en attend la création d'un nouveau flux de soumissions, en particulier de la part de collègues américains, à la recherche de nouveaux supports de publications, et l'élargissement du nombre de lecteurs dans des pays où la revue n'est pas très connue. Pour créer un effet d'annonce, près de 50 % des livraisons de l'année 1994 sont consacrés à des articles en anglais. Les résultats obtenus par cette action, qui a mis à contribution les correspondants étrangers et le comité plénier, sont difficiles à apprécier. Si elle a attiré de nouveaux lecteurs, cela ne s'est pas traduit par un accroissement du nombre d'abonnements dans les pays-cibles. Un certain nombre d'articles en anglais ont été soumis spontanément, mais le niveau scientifique de ceux qui ont finalement été publiés a été jugé parfois insuffisant. Le Comité de rédaction poursuit l'expérience, sans se fixer un objectif quantitatif de parution en anglais.

Dans le souci d'élargir le cercle de personnes concernées par la revue, le comité de rédaction a organisé des journées d'étude bâties autour de numéros thématiques en préparation ou venant de paraître. La première, consacrée à une réflexion sur la place de l'agriculture dans les sciences sociales a été l'occasion d'un dialogue fructueux - et parfois animé - entre économistes, historiens et sociologues. La dernière, axée sur l'économie de l'environnement, s'est déroulée à l'Université de Louvain-la-Neuve et permis de confronter les points de vue d'universitaires et de praticiens belges et français sur le rôle de l'analyse économique dans l'appréhension des questions environnementales.

De façon moins visible, mais toute aussi essentielle, l'action du comité de rédaction a porté sur l'élévation progressive de la qualité scientifique des livraisons des *Cahiers*. Partant de la matière première que constituent les soumissions d'articles, il a donc cherché à rendre aussi professionnelle que possible la façon dont ils étaient traités lors du processus d'évaluation. La diversification des compétences au sein du Comité en a été la première étape, suivie d'un appel aussi fréquent que possible à des évaluateurs n'appartenant pas au Département. Enfin, le processus d'évaluation a été peu à peu rendu plus complet par le retour des articles remaniés aux évaluateurs pour un deuxième avis. Sans avoir d'objectif cible en ce qui concerne le taux de publication des articles (nombre d'articles publiés/nombre d'articles soumis), le Comité de rédaction s'est attaché à relever progressivement le niveau d'exigence scientifique de la revue. Cette orientation est suivie avec prudence, car l'évolution du processus de sélection dépend, jusqu'à un certain point, du volume des soumissions et donc de la notoriété des *Cahiers*. En bonne logique, le taux de publication devrait diminuer dans les années à venir. Il est actuellement de 50 % pour les articles soumis spontanément.

Si le critère définitif d'utilité sociale d'une revue scientifique est un taux de notoriété pouvant être caractérisé par son facteur d'impact, il est certain que les *Cahiers d'Economie et Sociologie rurales* sont encore loin du compte. La revue ne fait pas partie de celles qui sont analysées par l'ISI. Si elle l'était, il est certain que son facteur d'impact serait insignifiant, comme d'ailleurs celui de nombre de revues non anglophones. Toutefois, quelques signes

montrent qu'à son niveau encore modeste la revue progresse et consolide sa place. Tout d'abord, grâce à un flux de soumissions plus régulier et plus important au cours des deux dernières années, et en particulier en 1996, le processus d'évaluation des articles a permis de dégager une proportion plus importante d'articles de bon niveau, soit dans des numéros variés ou dans des numéros thématiques. Citons à cet égard le dossier tiré de la journée "Agriculture et sciences sociales" et les numéros consacrés à l'instrumentation de gestion ou à l'économie de l'environnement. Les livraisons sont aussi plus fournies, tant en ce qui concerne les articles (en moyenne cinq ou six par numéro) que les comptes-rendus d'ouvrages ou de réunions scientifiques.

Cette consolidation ne saurait faire oublier les questions qui se posent. Certaines concernent l'existence même de la revue et son utilité scientifique et elles sont arrivées avec force sur le devant de la scène, en 1995, lors de la discussion du Schéma directeur du Secteur SESAMES par le Conseil scientifique de l'INRA. L'intérêt du soutien de la revue par l'institution a été mis en doute, compte tenu des résultats modestes obtenus en matière de notoriété internationale. Tout en préconisant la poursuite de l'expérience des *Cahiers*, le Conseil a souligné que la revue devait, pour progresser, s'affirmer sur trois points clés : qualité, indépendance éditoriale, originalité. Ces recommandations font partie du cahier des charges que s'est fixé le Comité de rédaction et leur traduction opérationnelle est en cours. C'est en lien avec ces recommandations que le Comité de rédaction a entrepris une nouvelle réflexion sur l'orientation éditoriale de la revue et sur son fonctionnement interne. Il se donne ainsi pour objectif d'améliorer l'efficacité du service rendu aux auteurs en accentuant la qualité et la rapidité du processus d'évaluation des articles. Parallèlement, les discussions en cours conduisent à réaffirmer l'orientation suivie jusqu'ici, en définissant les *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales* comme une revue scientifique d'économie appliquée, le domaine couvert restant le même que précédemment et l'ouverture pluridisciplinaire étant maintenue, voire recherchée à l'occasion de la parution de dossiers thématiques.

Références

Rainelli, P. ; Grignon, C. ; Reboul, C., 1982 - Le système de publications du Département d'économie et sociologie rurales, note dactylographiée, 6 p. + annexes

Léon (Y.), 1996 - Les publications du Département Economie et Sociologie rurales, *Comptes-rendus et documents*, pp. 25-32

ANNEXE

Quelques statistiques sur les *Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales*

1. Articles et comptes-rendus

	Nombre d'articles	Nombre d'auteurs	dont nombre d'auteurs INRA	dont nombre d'auteurs non INRA	dont nombre d'auteurs étrangers	Nombre de comptes-rendus d'ouvrages et de séminaires	Nombre de pages publiées
Apériodique							
1984-1987	25	35	20	15	8	0	646
Périodique							
1988-1991	72	119	78	41	17	56	1747
1992-1996	105	189	95	94	47	68	2875

De 1988 à 1991, la revue a publié 18 articles par an, rédigés par 30 auteurs, dont 34 % d'auteurs non INRA et 14 % d'auteurs étrangers. 437 pages ont été publiées par .

De 1992 à 1996, la revue a publié 21 articles par an, rédigés par 48 auteurs, dont 50 % non INRA et 25 % étrangers. 575 pages ont été publiées chaque année.

La revue publie 4 numéros par an. Elle tire à 500 exemplaires et compte environ 200 abonnés, dont la moitié à l'étranger. Le dernier numéro paru est celui du 4ème trimestre 1996. La revue est référencée dans les bases de données suivantes : AGRIS, CAB international, FRANCIS (CNRS), RESAGRI, *EconLit* (JEL)

2. Rapporteurs

Au cours de la période 1988- 1996, la revue a demandé 354 rapports d'évaluation, dont 112 ont été rédigés par des chercheurs INRA et 242 par des évaluateurs extérieurs à l'INRA, français et étrangers.

3. Taux de publication

Au cours de la période 1988-1996, 177 articles ont été publiés sur 279 soumis, ; le taux de publication est de 63 %.En 1996, il est de 55 %